

# **Désignation du président ou de la présidente du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel**

## **Appel à candidatures**

Conformément à l'article 9.1.3-3 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles lance un appel à candidatures en vue de la désignation du président ou de la présidente du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

### **A. Descriptif de la fonction**

Le Président ou la Présidente du CSA exerce ses fonctions à temps plein.

Il ou elle est membre de droit et préside les instances du CSA : le Bureau, le Collège d'autorisation et de contrôle, le Collège d'avis. Il ou elle représente le CSA dans les instances externes (ERGA, EPRA, etc...), en est le porte-parole et en coordonne les travaux.

#### Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA)

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) est l'autorité administrative indépendante chargée de la régulation du secteur audiovisuel (télévisions, radios, web tv, télédistribution, services sur plateformes internet...) en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le CSA est composé d'un Bureau et de deux Collèges, le Collège d'autorisation et de contrôle et le Collège d'avis. L'ensemble des travaux de ces organes sont préparés par les services du CSA, parmi lesquels se trouve une cellule spécifique, le Secrétariat d'instruction, qui traite les plaintes du public concernant les programmes de radio ou de télévision en toute indépendance.

Le CSA est un organisme public indépendant qui emploie plus de 30 équivalents temps plein et s'entoure de nombreux experts dans ses deux collèges.

#### Le Bureau

Le Bureau coordonne et organise les travaux du CSA. Il en recrute le personnel auquel il délègue certaines de ses attributions comme la gestion, la préparation des travaux des Collèges ou l'exécution des décisions. Assisté de la direction générale, le Bureau prend les décisions opérationnelles de l'institution. Le bureau veille à la conformité des avis au droit interne et européen ou international et résout les conflits de toute nature qui apparaissent entre les Collèges.

Le Bureau est composé du président ou de la présidente et de trois vice-présidents ou vice-présidentes désignés par le gouvernement.

Les missions complètes du Bureau sont déterminées aux articles 9.1.3-1 et suivants du [décret](#) du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, dont le ou la candidate veillera à prendre connaissance.

#### Le Collège d'autorisation et de contrôle (CAC)

Le Collège d'autorisation et de contrôle (CAC) est l'organe décisionnel du CSA. Il exerce deux types de compétences : l'une d'autorisation, l'autre de contrôle. Ce dernier pouvoir est assorti de celui de sanctionner l'éditeur de services, le distributeur de services ou l'opérateur de réseau en cas de manquement à leurs obligations légales ou conventionnelles.

Le CAC est notamment chargé de :

- prendre acte des déclarations des éditeurs de services et autoriser certains éditeurs, sauf la RTBF et les télévisions locales ;
- autoriser l'usage de radiofréquences ;
- rendre un avis préalable à l'autorisation par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles de Belgique de télévisions locales, et sur tout projet de convention à conclure entre le Gouvernement et un éditeur de service ;
- rendre, au moins une fois par an, un avis sur la réalisation des obligations découlant du contrat de gestion de la RTBF et des obligations des télévisions locales, ainsi que des obligations découlant des conventions conclues entre Gouvernement et éditeurs de services bénéficiant d'un droit de distribution obligatoire ;
- faire des recommandations de portée générale ou particulière ;
- constater toute infraction aux lois, décrets et règlements en matière d'audiovisuel et toute violation d'obligation conventionnelle ;
- déterminer les marchés pertinents et les opérateurs de réseau puissants sur le marché et leurs obligations ;
- en cas d'infraction, prononcer une sanction administrative allant de l'avertissement au retrait de l'autorisation.

Les missions complètes du CAC sont déterminées à l'article 9.1.2-3. - § 1<sup>er</sup> du [décret](#) du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, dont le ou la candidate veillera à prendre connaissance.

#### Le Collège d'avis

Le Collège d'avis est un organe de « quasi corégulation » intégré au CSA dont la mission principale est de rendre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du Parlement de la Communauté française, des avis sur toute question relative à l'audiovisuel, en ce compris la communication commerciale (à l'exception des questions relevant de la compétence du Collège d'autorisation et de contrôle).

Le Collège d'avis est en outre chargé de se prononcer sur :

- les modifications décrétales et réglementaires que lui paraît appeler l'évolution technologique, économique, sociale, culturelle des activités du secteur de l'audiovisuel, ainsi que du droit européen et international ;
- le respect des règles démocratiques garanties par la Constitution ;
- la protection de l'enfance et de l'adolescence dans la programmation des émissions.

Les missions complètes du Collège d'avis sont déterminées à l'article 9.1.2-1. - § 1<sup>er</sup> du [décret](#) précité, dont le ou la candidate veillera à prendre connaissance.

## **B. Informations pratiques relatives à la fonction**

La fonction de présidence du CSA est rémunérée par une allocation tenant lieu de traitement correspondant à l'échelle 161/1 telle que fixée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

Pour plus d'informations, les candidats et candidates pourront consulter le statut du membre du bureau fixé dans l'[arrêté](#) du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2018 fixant le statut des membres du bureau et du collège d'autorisation et de contrôle du Conseil supérieur de l'Audiovisuel de la Communauté française.

## **C. Durée de la fonction**

Les membres du bureau sont désignés par le Gouvernement pour une période de cinq ans.

## **D. Conditions de désignation et incompatibilités**

Le ou la membre du bureau ne doit pas avoir atteint l'âge légal de la pension au moment de sa désignation.

Les incompatibilités de la fonction sont déterminées à l'article 9.1.2-7, §§ 2 et 3 du décret précité.

Selon ces dispositions, la qualité de membre est incompatible :

1° avec la qualité de membre de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional, ou de cabinet d'un membre de la Commission européenne, du Gouvernement fédéral, d'un gouvernement communautaire ou régional ;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire ou régionale ou d'attaché parlementaire ;

3° avec la qualité de gouverneur de province, de commissaire d'arrondissement, de député permanent ou de conseiller provincial ;

4° avec la qualité de titulaire d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de CPAS ;

5° avec l'exercice de toute fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, en raison :

- de la qualité de membre du personnel ou du conseil d'administration de la RTBF ou d'un éditeur de services ;

- de l'exercice de fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou toute organisation exerçant une activité en concurrence avec des sociétés ou organisations du secteur audiovisuel ;

Nul ne peut être membre du Collège d'autorisation et de contrôle s'il a fait l'objet d'une condamnation ou en raison de son appartenance à un organisme ou à une association qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, pour non-respect des principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, ou de toute autre forme de génocide.

L'alinéa 1er ne s'applique pas dans l'hypothèse où dix années se sont écoulées après le prononcé de la décision de justice précitée et qu'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa qui précède. Cette disposition cesse également de s'appliquer si, un an après le prononcé de la décision de justice précitée, la personne a démissionné de l'association immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés par les dispositions visées à l'alinéa précédent.

## **E. Dépôt des candidatures**

Les candidatures doivent être adressées par mail à Madame Bénédicte Linard, ministre des Médias du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, au plus tard pour le 31 octobre 2022 à l'adresse suivante : [cellule.medias@gov.cfwb.be](mailto:cellule.medias@gov.cfwb.be) .

Les candidatures doivent remplir les conditions suivantes :

1° Mentionner tous les renseignements suivants :

- Nom ;
- Prénom ;

- Date de naissance ;
- Formation et diplômes ;

2 Être accompagnées des documents suivants :

- Un curriculum vitae exhaustif attestant des qualités en lien avec la fonction (connaissance du secteur audiovisuel en FWB) ;
- Une lettre de motivation ;
- Un extrait de casier judiciaire ou un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs ;

#### **F. Procédure de désignation**

Les membres du bureau sont désignés par le Gouvernement, dans le respect de la représentation proportionnelle des tendances politiques démocratiques existantes au sein du Parlement de la Communauté française.

Le Gouvernement respecte également le principe de représentation proportionnée entre les femmes et les hommes, au vu de la composition actuelle du Bureau et du CAC.

La désignation a lieu pour un mandat de cinq ans, à la suite d'une comparaison des titres et mérites des candidats et candidates, notamment dans les domaines du droit, de l'audiovisuel ou de la communication.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

**La ministre des Médias,**



**Bénédicte Linard**